
Acte public pour la licence.

Numéro d'inventaire : 1979.29978

Auteur(s) : Constant Chéron

Type de document : affiche

Éditeur : non renseigné (Paris)

Imprimeur : C.Ballard

Période de création : 1er quart 19e siècle

Date de création : 1821

Description : Une feuille montée sur un support de papier cartonné. Texte imprimé dans un cadre de frise. Estampe dans la partie supérieure. Les bords sont froissés et déchirés. Le papier est bruni par endroits.

Mesures : hauteur : 445 mm ; largeur : 550 mm

Notes : Affiche annonçant les thèses de droit romain et de droit français que doit soutenir Constant Chéron en acte public pour la licence, le 21 août 1821. Les articles de droit romain traitent des affaires de partage des patrimoines, d'après les lois des douze tables. Les articles de droit français concernent la distinction des biens et des propriétés. L'estampe représente une allégorie de la justice.

Mots-clés : Affiches de thèses et d'exercices publics

Filière : Université

Niveau : Supérieur

Autres descriptions : Nombre de pages : 1
ill.

FACULTÉ DE DROIT

ACTE PUBLIC



DE PARIS.

POUR LA LICENCE.

OPTIMO AVUNCULO.

JUS ROMANUM.

Familiae eriscundae. ff., lib. 10, tit. 2.

Familiae eriscundae judicium est actio propter eam ex lege duodecim tabularum, quae coheredi adversus coheredem datur ut dividatur hereditas.

In hac actione unusquisque heredum simul est actor et reus.

Habet locum hoc judicium inter quoscunque heredes, sive ex lege civili, sive ex jure pretorio, sive ex constitutione principum, sive ex testamento, sive ab intestato.

Hoc judicium inter pauciores ex pluribus potest accipi. Sed non valet iudicis sententia, nisi sit inter omnes lata.

Qui hoc judicium persequitur, potest interdum repelli exceptione pacti quo inter heredes convenit ut intra certum tempus non fieret divisio, interdum exceptione prejudiciali, si non possident partem ex qua se dicit heredes esse.

Non amplius quam semel potest hoc judicium agi, nisi causâ cognita.

In hoc judicium veniunt omnes res quae in hereditaria communione sunt, id est quae ad heredes à defuncto pervenerunt, sive corpora, sive fructus, aliae dividendae, aliae praecipiendae, aliae corrumpendae. Veniunt etiam praestationes personales de lucro vel damno communicando inter coheredes, vel de sarcinendo damno quod quis heredum rei hereditariae intulit.

Judex hujus actionis nihil debet indivisum reliquere.

Effectus adjudicationis à iudice factae est ut rei adjudicatae dominium in perpetuum transferretur ei cui adjudicatur.

Ad hujus actionis iudicis officium pertinet etiam: 1°. ut rata serventur quae, circa hereditatem, coheredes pepigerunt; 2°. ut observetur religio quod suis heredibus mandavit testator.

Ad eundem iudicis officium pertinet ut jubeat apud quem deponi debeant tabulae testamentariae, si inter heredes de eis deponendis non convenit.

Cessat hoc judicium: 1°. divisione inter coheredes majores viginti quinque annis sponte factâ; 2°. pacto quo coheres pasciscitur ne partem suam petat.

DROIT FRANÇAIS.

De la distinction des biens et de la propriété. Cod. civ., liv. 2, tit. 1 et 2.

Sous le nom de biens on comprend toutes les choses qui peuvent être l'objet d'une propriété publique ou particulière.

Les biens peuvent être considérés, soit en eux-mêmes, soit dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

Considérés en eux-mêmes, les biens sont corporels ou incorporels.

Ils se divisent encore en meubles et en immeubles.

Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

Les biens immeubles par leur nature sont ceux qui ne peuvent être transportés d'un lieu à un autre.

Les biens immeubles par destination sont ceux qui, étant naturellement meubles, sont regardés en droit comme immeubles et comme devant participer à leur nature.

Les droits qui ont pour objet des immeubles sont immeubles eux-mêmes, à raison de cet objet auquel ils s'appliquent.

Considérés dans leur rapport avec ceux qui les possèdent, les biens sont nationaux, communaux ou patrimoniaux.

La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

Elle est parfaite ou imparfaite.

Nul ne peut être contraint à céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

L'accession est une manière d'acquérir, par laquelle la chose accessoire appartient au propriétaire de la chose principale.

Elle peut avoir lieu relativement aux choses mobilières et aux choses immobilières.

L'acte public, sur les matières ci-dessus, sera soutenu le mardi 21 août 1821, à deux heures, par Constant CHÉRON, d'Orléans, département du Loiret.

Président, M. GRAPPE, Professeur. Suffragans, MM. COTEILE, DURANTON, DEFORTETS, Professeurs; PONCELET, Suppléant.

Le Candidat répondra en outre aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement.